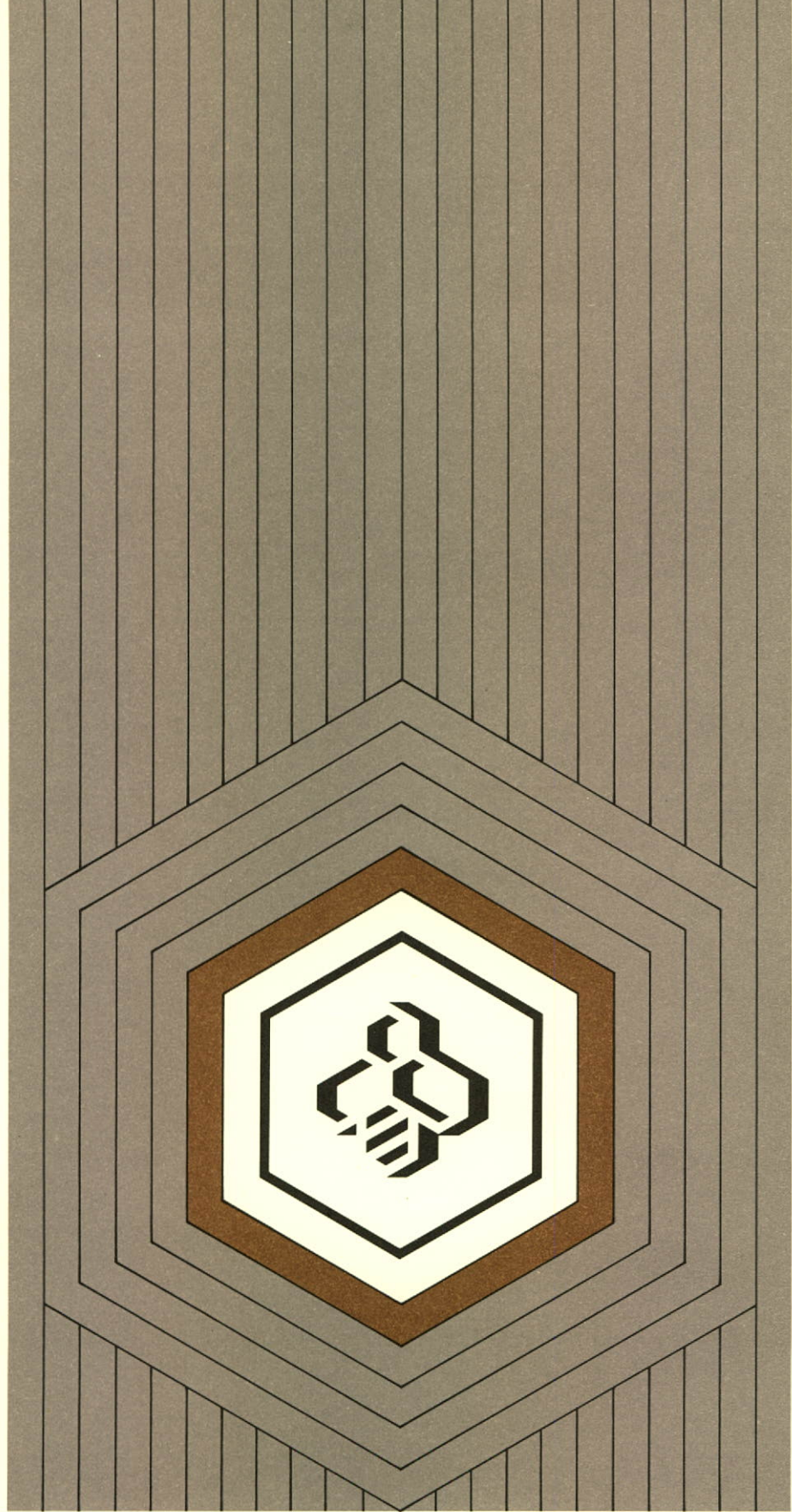


RAPPORT ANNUEL 1978



une institution du mouvement des caisses populaires desjardins

C

HOWARD ROSS LIBRARY  
OF MANAGEMENT  
AUG 14 1981  
McGILL UNIVERSITY



**Fiducie  
du Québec**





**Fiducie du Québec**

Rapport annuel  
1978



A. Hervé Hébert  
Président



Raymond A. Reid  
Vice-président exécutif



# Rapport du président et du vice-président exécutif

Les résultats financiers apparaissant dans le présent rapport illustrent que l'année 1978 n'a pas été particulièrement facile pour la Fiducie du Québec ce qui, d'ailleurs, avait été prévu dans le rapport annuel de l'an dernier. Une faible progression de l'actif et des augmentations inévitables dans les dépenses pouvaient difficilement produire des résultats nets d'opérations supérieurs à 1977. Pourtant, nous avons le sentiment que l'année 1978 fut une bonne année.

En effet, nous avons continué de mettre l'accent sur la qualité des services et, à cet égard, nous croyons avoir franchi des étapes importantes. C'est aussi au cours de 1978 que le système de prêts hypothécaires via les Caisses populaires fut modifié pour le rendre plus conforme aux exigences actuelles du marché; malgré une période initiale d'adaptation, nous avons engagé plus de prêts que prévu et l'année 1979 s'annonce encore plus prometteuse. Par ailleurs, c'est en 1978 que nous avons commencé à consentir des prêts agricoles et des hypothèques à paiements progressifs.

Vous pourrez constater que la productivité de notre équipe d'agents immobiliers s'est améliorée sensiblement. De même, le volume de nos affaires fiduciaires et corporatives a connu une croissance importante; nos biens administrés ont atteint \$2.8 milliards, ce qui est de nature à nous assurer une base de croissance de nos honoraires pour les années à venir.

Dans le domaine des plans d'épargne et des dépôts garantis, nous avons complété un programme de recherches de façon à mieux identifier les caractéristiques des clients de la Fiducie du Québec. Nous avons mis au point une campagne de promotion pour mieux faire connaître la gamme de nos modes d'épargne qui, comme on le sait, se distinguent des produits des Caisses populaires et des banques.

Notre mission de complémentarité avec les Caisses populaires s'est accentuée en recueillant de plus en plus de fonds en dehors du circuit traditionnel des Caisses populaires et en retournant une partie de ces fonds sous forme de prêts hypothécaires aux membres des Caisses populaires.

C'est ce qui nous fait dire que l'année 1978 fut une bonne année.

Présentement, le projet de révision de la Loi des banques provoque des incertitudes dans le milieu des compagnies de fiducie qui craignent de perdre du terrain face à la perspective des pouvoirs accrus des banques. Cette inquiétude est fondée: mais, à cause de notre appartenance au Mouvement des Caisses populaires Desjardins et du support qui nous a été accordé dans le passé, notre situation se trouve privilégiée par rapport à cette éventualité. Nous avons la conviction que c'est en accentuant la complémentarité de notre rôle que nous traverserons mieux ces années difficiles.

Nous avons aussi confiance que le raffermissement économique espéré pour le début des années 1980 nous permettra d'afficher des résultats financiers plus adéquats sans pour autant avoir modifié notre philosophie d'entreprise. Cette confiance, elle s'appuie sur la qualité des cadres de la Fiducie du Québec et le dévouement qu'ils ont envers elle: elle s'appuie aussi sur notre reconnaissance de la valeur de tout notre personnel et de son attachement.

L'année 1978 a ressemblé aux prévisions que nous en avions faites il y a un an: qu'il nous soit permis d'exprimer un peu plus d'espoir pour 1979, conscients que nous ne sommes pas encore près des années d'abondance.



A. Hervé Hébert  
Président



Raymond A. Reid  
Vice-président exécutif



## Points saillants

<b>Résultats de l'année</b>	<b>1978</b>	1977	Variation
Revenus bruts totaux	<b>\$ 45,940,000</b>	\$ 42,138,000	9.0%
Bénéfice d'exploitation par action	<b>441,000</b> <b>2.94</b>	580,000 3.87	(24.0)
Bénéfice net par action	<b>415,000</b> <b>2.77</b>	740,000 4.94	(43.9)
<b>Situation à la fin de l'année</b>			
Actifs totaux	<b>\$359,233,000</b>	\$354,666,000	1.3%
Avoir net des actionnaires par action	<b>16,903,000</b> <b>112.68</b>	16,496,000 109.97	2.5
Biens administrés totaux	<b>2,780,000,000</b>	1,833,000,000	51.7



# Conseil d'administration

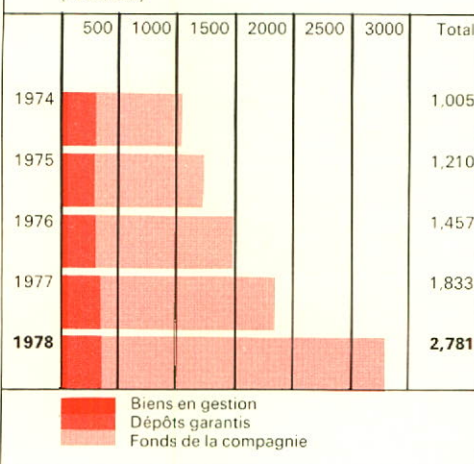
<p><b>*Jean-Paul Léonard</b>, notaire Président du Conseil, Fiducie du Québec Administrateur, Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>*A. Hervé Hébert</b>, actuaire Président, Fiducie du Québec</p> <p><b>*Georges O. Langlois</b>, notaire 1er Vice-président du Conseil Vice-président, Union régionale de Québec des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>Bernard Dagenais</b>, avocat 2e Vice-président du Conseil Vice-président, Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins</p>	<p><b>Marcel Bergeron</b> Directeur, Caisse populaire Taschereau, Abitibi Administrateur, Union régionale de l'Ouest-Québécois des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>Georges-A. Bertrand</b> Directeur, Caisse populaire L'Épiphanie Président, Union régionale de Joliette des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>*Raymond Blais</b>, c.a. Directeur général, Union régionale de Québec des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>Jean-Marie Bujold</b>, c.a. Président, Union régionale de Gaspé des Caisses populaires Desjardins</p>	<p><b>Jean-Charles Dion</b> Directeur, Caisse populaire St-François d'Assise de Québec</p> <p><b>Nicolas Hallé</b> Directeur, Caisse populaire St-Robert de Rimouski Administrateur, Union régionale de Rimouski des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>Rosario Rainville</b> Président, Union régionale de Saguenay-Lac-St-Jean des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>André René</b> Directeur, Caisse populaire de Victoriaville Administrateur, Union régionale de Trois-Rivières des Caisses populaires Desjardins</p>	<p><b>*François Richard</b>, c.a. Directeur général, Union régionale de Montréal des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>Roger G. Roy</b>, pharmacien Président, Union régionale de Sherbrooke des Caisses populaires Desjardins</p> <p><b>*Gaston St-Roch</b> Directeur, Caisse populaire Bourg-Joli de St-Hyacinthe Commissaire de crédit, Union régionale de St-Hyacinthe des Caisses populaires Desjardins</p> <p>*Membre du Comité exécutif</p>
---	---	---	--

## Membres de la direction

<p><b>Président</b> A. Hervé Hébert</p> <p><b>Vice-président exécutif</b> Raymond A. Reid</p> <p><b>Vice-présidents</b> Yvan Drouin Finance et trésorerie</p> <p>Jean-Pierre Duguay Services financiers</p> <p>Jacques V. Goyer Services corporatifs</p> <p>Jacques C. Léger Contrôle</p> <p>Jean-Marc Roy Services immobiliers</p>	<p><b>Secrétaire et directeur du service juridique</b> Guy Vallée</p> <p><b>Directeurs de service</b> André Daigneault Prêts hypothécaires</p> <p>Bernard Larue Fonds garanti et Fonds propre</p> <p>Michel Juneau Fiscalité</p> <p>Guy Lamer Modes d'épargne</p> <p>Louis Morin Marketing</p> <p>Claude Mayette Coordonnateur des relations avec les Caisses populaires</p>	<p>Renald Boissonneault Ressources humaines</p> <p>Guy Kavanagh Services comptables</p> <p>Réjean Ruest Vérification interne et services administratifs</p> <p>Paul Tétrault Informatique</p> <p>Reynald Audet Economiste</p> <p>Gilles R. Dupuis Services fiduciaires</p> <p>Pierre Lagueux Affaires publiques</p>	<p>Jean-Guy Frenette Valeurs en garde</p> <p>Georges Lopresti Gestion de portefeuilles</p> <p>Jean-Claude Lupien Administration du courtage immobilier</p> <p>Marc Vézina Courtage industriel, commercial et investissement</p> <p>Jean-Marc Couture Courtage résidentiel</p> <p>Louise Lalonde Lalancette Recrutement et formation, courtage immobilier</p>
---	--	---	--

# Rapport d'activités

**Biens administrés**  
(\$000,000)



## Résultats financiers

Les revenus de la Fiducie du Québec ont atteint, en 1978, \$45.9 millions, ce qui représente une hausse de 9% par rapport à l'année précédente. Cette augmentation est également répartie entre les trois principaux secteurs de revenus, soit les revenus de placements, les commissions de courtage immobilier et les honoraires.

L'augmentation des revenus, en 1978, a coïncidé avec une croissance de 1% de l'actif de l'entreprise, actif qui a atteint \$359 millions au 31 décembre. Cette croissance modérée avait été prévue depuis longtemps puisqu'elle était reliée à un volume élevé d'échéances de dépôts à terme, soit \$120 millions. Ces échéances au cours de l'année représentaient 37% du passif dépôt du Fonds garanti, en date du 31 décembre 1977. Les nouveaux dépôts à terme recueillis en 1978 ont été employés en bonne partie à remplacer les dépôts non renouvelés. La croissance de notre actif va, par ailleurs, s'accroître en 1979 puisque le volume des dépôts à terme venant à échéance sera beaucoup moins élevé.

Le portefeuille des prêts hypothécaires est demeuré sensiblement le même qu'en 1977. Cette situation avait été également prévue à cause du volume élevé des prêts hypothécaires parvenus à échéance en 1978 qui équilibraient nos dépôts. Les revenus nets de placements ont augmenté de 12% pour atteindre \$3.6 millions, suite à une amélioration de la marge de rendement du portefeuille du Fonds garanti.

Soulignons que cette amélioration s'est produite dans un contexte difficile, la Banque du Canada ayant majoré son taux d'escompte à six reprises au cours de l'année. De telles hausses de taux d'intérêt ont généralement pour effet de réduire la marge de rendement des opérations financières des sociétés de fiducie. Aussi, le portefeuille de quelque \$45 millions d'obligations du Fonds garanti, acquises il y a plusieurs années, a continué de produire un rendement au coût inférieur à 8% alors que le coût moyen des dépôts était supérieur à 9½%, en fin d'année.

Malgré un contexte économique défavorable et un faible rendement de notre portefeuille d'obligations, le rendement global du Fonds garanti a continué de s'améliorer grâce à un meilleur équilibre entre les échéances de dépôts et de placements.

Le poste des honoraires a atteint \$5,613,000 alors que plusieurs secteurs, tels que la garde des valeurs et les fiducies corporatives, ont connu de fortes augmentations qui ont compensé en partie la perte de revenus reliée à la fermeture de nos services externes d'évaluation immobilière. L'augmentation des commissions de courtage immobilier a été de l'ordre de 23% par rapport à 1977, les faisant passer de \$5,613,000 à \$6,920,000.

Au chapitre des salaires, avantages sociaux et commissions, les dépenses ont atteint \$5,709,000 en 1978, ce qui représente une augmentation de 17% par rapport à 1977. Les autres dépenses ont augmenté de 14%.

Nos bénéfices d'exploitation se sont élevés, en 1978, à \$761,000 par rapport à \$1,039,000 en 1977. Le bénéfice net de l'exercice avant poste extraordinaire a été de \$387,000 comparativement à \$429,000 pour l'année précédente.



## Services corporatifs et fiduciaires

### Gestion

Le service de la gestion de portefeuilles a continué, en 1978, de développer de nouveaux outils de gestion. L'élaboration d'une "stratégie intégrée en obligations" a permis de franchir une étape additionnelle dans le processus de gestion que l'on désirait voir davantage reposer sur une approche rationnelle de sélection d'actifs et de titres.

Aussi, avons-nous mis l'accent sur l'élaboration de méthodes d'analyse de performance qui permettent d'identifier rapidement les éléments de force et de faiblesse des portefeuilles.

Par la révision de nos systèmes informatiques de traitement de données, nous avons amélioré sensiblement la qualité de présentation des rapports soumis à notre clientèle. Nous avons aussi favorisé des rencontres portant sur la gestion avec nos clients, afin de mieux connaître leurs attentes et d'y répondre encore plus adéquatement.

Le service de Recherche économique a appuyé le travail de l'équipe de gestion par ses activités d'analyse de la conjoncture économique et financière. Aussi, ces recherches ont-elles trouvé une diffusion bien accueillie dans notre publication mensuelle, le Bulletin économique et financier.

### Garde de valeurs

Le principal élément qui a caractérisé ce service, en 1978, a été l'accroissement considérable de ses activités. Les systèmes mis en place ont répondu efficacement aux attentes et aux exigences de notre clientèle. Le résultat en a été une augmentation en une seule année, de 80% de l'actif sous garde, portant cet actif de \$1 milliard à \$1.8 milliard.

Durant l'année, diverses modifications ont été apportées à notre système informatique dans le but de répondre aux nouvelles demandes et aux exigences de notre clientèle au sujet du traitement des données et des informations concernant leurs portefeuilles.

### Fiducies corporatives

De façon générale, les financements par émissions d'obligations ont considérablement baissé au Canada, en 1978. Toutefois, malgré cette conjoncture défavorable, nos honoraires dans ce secteur ont continué de progresser à un rythme intéressant, soit 13%. Cette augmentation est due à l'effet d'accumulation des émissions en cours et au succès des efforts que nous avons faits pour pénétrer le marché du financement privé, où les mandats ont augmenté de 71%.

### Plans d'épargne institutionnels

Au 31 décembre 1978, nous administrions plus de 110,000 plans d'épargne-retraite ou d'épargne-logement pour le compte de clients institutionnels. Le taux de croissance du nombre de plans confiés à notre administration avait été très élevé depuis 1975; en 1978, il s'est stabilisé. Ceci s'explique principalement par une diminution du nombre de nouvelles adhésions au plan d'épargne-logement. Le fait qu'un individu ne peut adhérer qu'à un seul plan d'épargne-logement de son vivant et les nombreuses modifications apportées à la Loi qui régit ces plans, en ont réduit considérablement le marché potentiel. Le rythme des nouvelles adhésions au plan enregistré d'épargne-retraite demeure toutefois très satisfaisant.

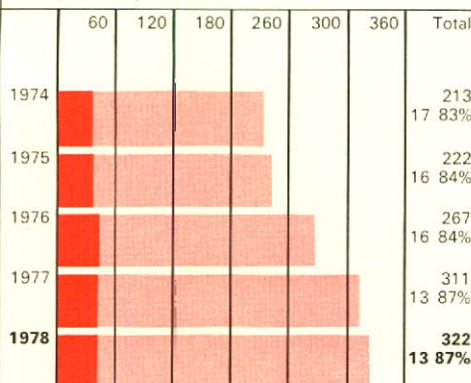
Au cours de la dernière année, notre entreprise a développé un nouveau système informatique qui facilitera l'administration de ces plans d'épargne. Nous prévoyons que ce nouveau système sera opérationnel en mai 1979.

Régimes d'épargne enregistrés  
(\$000,000)

	15	30	45	60	75	90	Total
1974							21
1975							32
1976							41
1977							51
1978							77



**Hypothèques détenues**  
(\$000,000)



■ Résidentielles  
■ Autres

**Fiducies personnelles**

Tout en concentrant nos efforts sur l'amélioration de la qualité de notre service à la clientèle, nous restreignons notre activité aux successions où l'intervention d'un exécutif corporatif nous semble justifiée. Aussi, limitons-nous géographiquement les mandats que nous recherchons afin d'être en mesure d'offrir un service efficace et personnalisé. Le développement de nouveaux outils de travail au cours de la prochaine année viendra compléter une révision administrative entreprise en 1978.

**Services financiers aux individus**

Le programme de recherches entrepris en 1977, visant à mieux connaître les caractéristiques des clients de la Fiducie du Québec, leurs motivations et leurs besoins particuliers a largement contribué au perfectionnement et au développement de nos services aux individus. Ces renseignements ont, de plus, été utilisés avec succès dans l'élaboration de nos campagnes de promotion.

Ainsi, nous avons été amenés à modifier notre approche dans la promotion de nos services. Tout en continuant de souligner la valeur de chacun de nos services, nous insistons davantage sur le fait que la Fiducie du Québec offre un vaste choix de modes d'épargne qui se distinguent de ceux qui sont offerts par les Caisses populaires et les banques. Pour souligner notre appartenance au Mouvement des Caisses populaires Desjardins, nous utilisons dans toutes nos communications publicitaires son symbole. Dans le cadre des modifications apportées à notre programme publicitaire, nous avons révisé l'ensemble de nos dépliants.

Pour faciliter l'administration des dossiers des nombreux détenteurs d'unités de fonds mutuels, nous utilisons, depuis le début de 1978, un nouveau système informatique qui permet de mieux renseigner nos clients au sujet de leurs investissements. Pour accélérer cet accès à l'information, nous avons planifié l'utilisation, dès le début de 1979, d'écrans cathodiques, permettant de questionner les dossiers des clients détenteurs de dépôts garantis et d'unités de fonds mutuels. Un programme de formation du personnel des ventes et du service à la clientèle a été mis au point à la fin de 1978.

La concurrence pour l'obtention de nouveaux dépôts est demeurée vive au cours de la dernière année. Le fait de diminuer à \$1,000 le dépôt initial d'un certificat de dépôt garanti a eu un effet marginal en regard du volume total de nos ventes. À long terme toutefois, cette initiative nous permettra de diversifier notre clientèle. Le Plan d'épargne-retraite Dépôts garantis a enregistré une augmentation appréciable d'adhésions, au cours de la dernière année fiscale. Ce plan représente maintenant une source de fonds non négligeable pour le Fonds garanti.

Au 31 décembre 1978, le Fonds Desjardins Hypothèques s'élevait à \$51.6 millions, une hausse de 31% par rapport à 1977. Ici encore, les plans enregistrés d'épargne-retraite demeurent la principale source de vente des unités du Fonds Desjardins Hypothèques.

À la fin de l'année 1977, la Fiducie du Québec a offert un nouveau véhicule de placements, le contrat de rente à versements invariables. Ce nouveau véhicule de placements permet d'étaler sur une certaine période de temps, des revenus exceptionnels. Les résultats obtenus au cours de la première année complète de ventes ont dépassé nos objectifs.

Nous avons modifié notre Plan de participation différée aux bénéfices pour qu'il soit mieux adapté aux besoins de notre clientèle. Ce Plan est essentiellement un mécanisme de redistribution non-imposable d'une partie des profits annuels d'une entreprise.

### Service des prêts hypothécaires

Nous avons déboursé, au cours de l'année, \$70 millions de prêts hypothécaires dont \$32 millions par l'entremise des Caisses populaires. La majorité de ces prêts sont assurés et contribuent ainsi à améliorer la qualité de nos portefeuilles.

L'ensemble des portefeuilles de prêts hypothécaires gérés pour nos clients et nos propres besoins comptait 13,600 dossiers pour un total de \$322 millions. Ces prêts hypothécaires sont concentrés dans le secteur résidentiel dans une proportion de 87%; par ailleurs 96% de ces prêts sont inférieurs à \$50,000.

Au cours de l'année 1978, nous avons commencé à consentir de nouvelles formes de prêts, tels que le prêt hypothécaire à paiements progressifs et le prêt hypothécaire agricole à long terme. Le prêt hypothécaire à paiements progressifs est un prêt dont les mensualités commencent à un niveau plus bas, s'élèvent progressivement jusqu'à un niveau définitif où elles plafonnent. Cette réduction des premières mensualités est destinée à faciliter plus tôt que prévu l'achat d'une maison.

### Courtage immobilier

Le volume des ventes est passé de \$107 millions en 1977 à \$127 millions en 1978, ce qui représente une hausse de 19%. Avant le paiement de la rémunération des représentants, les commissions brutes se sont élevées en 1978 à \$6.9 millions par rapport à \$5.6 millions en 1977 soit, une augmentation de 23%. Le rendement de nos agents s'est nettement amélioré puisque cette augmentation de 23% des ventes a été réalisée avec le même nombre d'agents.

Le nombre de nos succursales de courtage immobilier a été maintenu à seize en 1978. Nous avons, par ailleurs, déménagé le bureau de Sherbrooke dans un endroit plus commercial, afin de le rendre plus accessible à notre clientèle.

Notre centre de formation des représentants immobiliers a poursuivi ses activités permettant à nos représentants de se perfectionner. Nous avons également amélioré l'identification visuelle du courtage immobilier afin qu'elle corresponde aux critères commerciaux appliqués dans ce secteur.

Finalement, signalons que l'accroissement de notre chiffre d'affaires, dans ce secteur, provient en bonne partie de la collaboration des Caisses populaires qui ont mis à la disposition de leurs membres le journal Immeubles Pop.

Ventes d'immeubles (courtage immobilier)  
(\$000,000)





# Bilan consolidé

au 31 décembre 1978

## Actif

	1978	1977
<b>Placements</b>		
Encaisse et dépôts à court terme	\$ 14,081,000	\$ 8,162,000
Titres (note 2)		
Obligations	52,000,000	56,212,000
Actions	833,000	975,000
Total des titres	52,833,000	57,187,000
Prêts et dépôts		
Prêts hypothécaires	249,868,000	254,381,000
Prêts sur nantissements	2,200,000	1,377,000
Prêts sur billets	23,274,000	13,237,000
Dépôts à terme	6,300,000	6,300,000
Total des prêts et dépôts	281,642,000	275,295,000
Intérêts courus	4,469,000	4,521,000
Total des placements	353,025,000	345,165,000
<b>Autres éléments d'actif</b>		
Comptes-clients	2,858,000	6,157,000
Immobilisations	1,805,000	1,741,000
Excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale à la date d'acquisition	1,317,000	1,383,000
Autres	228,000	220,000
Total des autres éléments d'actif	6,208,000	9,501,000
<b>Total de l'actif</b>	<b>\$359,233,000</b>	<b>\$354,666,000</b>

Signé pour le conseil  
Jean-Paul Léonard, administrateur  
A. Hervé Hébert, administrateur



## Passif

	1978	1977
<b>Dépôts en fideicommiss garantis</b> (note 3)		
Mouvement des Caisses populaires Desjardins	\$ 33,034,000	\$ 23,933,000
Autres déposants	289,695,000	293,944,000
Intérêts courus et autres	10,149,000	8,459,000
<b>Total des dépôts en fidéicommiss garantis</b>	<b>332,878,000</b>	326,336,000
<b>Autres éléments de passif</b>		
Solde du prix d'achat des actions de la filiale, sans intérêt, remboursable par divers versements annuels échéant le 1er mai 1991	926,000	946,000
Comptes-fournisseurs et autres	2,025,000	4,588,000
Billets en sous-ordre, consentis par des actionnaires, 10½%, échéant le 2 juillet 1981	6,300,000	6,300,000
<b>Total des autres éléments de passif</b>	<b>9,251,000</b>	11,834,000
<b>Impôts sur le revenu reportés</b>	<b>201,000</b>	—
<b>Total du passif</b>	<b>342,330,000</b>	338,170,000

## Avoir des actionnaires

Capital-actions		
Autorisé:		
250,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune		
Emis et payé:		
150,000 actions	15,000,000	15,000,000
Bénéfices non répartis	1,903,000	1,496,000
<b>Total de l'avoir des actionnaires</b>	<b>16,903,000</b>	16,496,000
<b>Total du passif et de l'avoir des actionnaires</b>	<b>\$359,233,000</b>	\$354,666,000

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.



# Rapport des vérificateurs

## Aux actionnaires Fiducie du Québec

Nous avons vérifié le bilan consolidé de Fiducie du Québec au 31 décembre 1978, ainsi que les états consolidés des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière pour l'exercice terminé à cette date, et nous avons obtenu tous les renseignements et explications demandés. Notre vérification a été

effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

A notre avis, à la lumière des renseignements et des explications fournis et tel qu'il appert aux livres de la compagnie, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1978, ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice

terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus, appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Raymond, Chabot, Martin, Paré  
& Associés  
Comptables agréés  
Montréal, le 16 février 1979.

## État consolidé des bénéfices non répartis

de l'exercice terminé le 31 décembre 1978

	1978	1977
<b>Solde au début</b>	<b>\$ 1,496,000</b>	\$ 763,000
Bénéfice net	<b>415,000</b>	740,000
	<b>1,911,000</b>	1,503,000
Impôts remboursables au titre de dividendes	<b>8,000</b>	7,000
<b>Solde à la fin</b>	<b>\$ 1,903,000</b>	\$ 1,496,000

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.



# État consolidé des résultats

de l'exercice terminé le 31 décembre 1978

	1978	1977
<b>Revenus</b>		
Revenus de placements	\$ 33,407,000	\$ 31,259,000
Commissions de courtage immobilier	6,920,000	5,613,000
Honoraires	5,613,000	5,266,000
<b>Total des revenus</b>	<b>45,940,000</b>	42,138,000
<b>Dépenses</b>		
Intérêts versés	29,749,000	27,982,000
Commissions aux représentants immobiliers	4,874,000	3,997,000
Salaires et avantages sociaux	5,709,000	4,886,000
Autres dépenses	4,573,000	4,002,000
Amortissement des immobilisations	208,000	166,000
Amortissement de l'excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale	66,000	66,000
<b>Total des dépenses</b>	<b>45,179,000</b>	41,099,000
<b>Bénéfice avant impôts sur le revenu</b>	<b>761,000</b>	1,039,000
<b>Impôts sur le revenu</b>		
Exigibles	26,000	27,000
Reportés (note 4)	294,000	432,000
<b>Total des impôts sur le revenu</b>	<b>320,000</b>	459,000
<b>Bénéfice d'exploitation</b> (par actions: 1978 – \$2.94, 1977 – \$3.87)	<b>441,000</b>	580,000
Perte sur la réalisation de placements moins la récupération des impôts sur le revenu reportés y afférents (\$65,000 en 1978 et \$121,000 en 1977; note 4)	54,000	151,000
<b>Bénéfice avant poste extraordinaire</b> (par actions: 1978 – \$2.58, 1977 – \$2.86)	<b>387,000</b>	429,000
Poste extraordinaire – récupération des impôts sur le revenu reportés (note 4)	28,000	311,000
<b>Bénéfice net</b> (par actions: 1978 – \$2.77, 1977 – \$4.94)	<b>\$ 415,000</b>	\$ 740,000

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.



# État consolidé de l'évolution de la situation financière

de l'exercice terminé le 31 décembre 1978

	1978	1977
<b>Provenance des fonds</b>		
Bénéfice avant poste extraordinaire	\$ 387,000	\$ 429,000
Eléments qui ne constituent pas une utilisation des fonds:		
Amortissement des immobilisations	208,000	166,000
Amortissement de l'excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale	66,000	66,000
Impôts sur le revenu reportés	229,000	311,000
Fonds provenant de l'exploitation	890,000	972,000
Augmentation des dépôts en fidéicommiss garantis	6,542,000	37,559,000
Augmentation (diminution) des autres éléments de passif	(2,591,000)	2,142,000
<b>Total de la provenance des fonds</b>	<b>\$ 4,841,000</b>	<b>\$ 40,673,000</b>
<b>Utilisation des fonds</b>		
Augmentation (diminution) des placements:		
Encaisse et dépôts à court terme	\$ 5,919,000	\$ 4,762,000
Obligations	(4,212,000)	(10,010,000)
Actions	(142,000)	15,000
Prêts hypothécaires	(4,513,000)	32,988,000
Prêts sur nantissements	823,000	1,177,000
Prêts sur billets	10,037,000	8,375,000
Intérêts courus	(52,000)	250,000
Augmentation (diminution) des autres éléments d'actif	7,860,000	37,557,000
	(3,019,000)	3,116,000
<b>Total de l'utilisation des fonds</b>	<b>\$ 4,841,000</b>	<b>\$ 40,673,000</b>

Les notes font partie intégrante des états financiers consolidés.



# Notes aux états financiers consolidés

de l'exercice terminé le 31 décembre 1978

## 1—Conventions comptables

### Principes de consolidation:

Les états financiers consolidés incluent les comptes de la compagnie et de sa filiale en propriété exclusive, Les Placements Collectifs Inc., lesquels comprennent à leur tour les comptes de ses propres filiales en propriété exclusive Valeurs Mobilières Place d'Armes Inc., et Les Fonds P.E.P. Inc.

### Placements:

Les obligations sont inscrites à leur coût amorti et les actions, les prêts et les dépôts au coût.

### Immobilisations:

Les immobilisations sont présentées à leur coût d'origine moins l'amortissement accumulé. L'amortissement est calculé selon la méthode dégressive au taux de 20% pour le mobilier et l'équipement et selon la méthode linéaire sur la durée des baux pour les améliorations locatives.

### Excédent du coût de l'investissement:

L'excédent du coût de l'investissement sur la valeur comptable des actions de sa filiale est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur une période de 25 ans depuis 1974.

### Impôts sur le revenu reportés:

La compagnie pourvoit aux impôts sur le revenu selon la méthode du report d'impôt. Les impôts sur le revenu reportés résultent principalement du fait que la compagnie réclame pour fins d'impôts des réserves et des allocations du coût en capital supérieures aux dépenses inscrites aux livres.

### Biens administrés ou détenus:

Les biens administrés et les biens détenus pour les comptes en fidéicomis ne figurent pas au bilan consolidé mais sont tenus séparément des fonds de la compagnie et sont inscrits aux livres de façon à indiquer les comptes auxquels ils appartiennent.

## 2—Titres

	1978		1977	
	Valeur comptable	Valeur du marché	Valeur comptable	Valeur du marché
Obligations:				
Gouvernements	\$ 31,925,000	\$ 28,275,000	\$ 32,132,000	\$ 29,095,000
Municipalités et commissions scolaires	12,362,000	11,492,000	13,622,000	12,750,000
Autres corporations	7,713,000	6,997,000	10,458,000	9,826,000
	<b>52,000,000</b>	<b>46,764,000</b>	56,212,000	51,671,000
Actions	833,000	786,000	975,000	952,000
	<b>\$ 52,833,000</b>	<b>\$ 47,550,000</b>	\$ 57,187,000	\$ 52,623,000



### 3— Dépôts en fidéicommiss garantis et échéances

Les actifs détenus pour les comptes en fidéicommiss garantis se détaillent comme suit:

	<u>1978</u>	<u>1977</u>
Encaisse et dépôts à court terme	\$ 13,108,000	\$ 8,162,000
Obligations	47,032,000	51,343,000
Actions	88,000	85,000
Prêts hypothécaires	244,377,000	248,385,000
Prêts sur nantissements	2,200,000	14,276,000
Prêts sur billets	21,859,000	—
Intérêts courus	4,214,000	4,085,000
	<u>\$332,878,000</u>	<u>\$326,336,000</u>
Les échéances de ces dépôts sont comme suit:		
Moins d'un an	18%	38%
Un an à cinq ans	82%	62%

### 4— Redressements des impôts sur le revenu reportés

L'état consolidé des résultats a été redressé afin de comptabiliser une dépense d'impôts sur le revenu reportés de \$432,000, une diminution de la perte sur réalisation de placements représentée par une récupération d'impôts sur le revenu reportés de \$121,000 ainsi qu'un poste extraordinaire suite à la récupération des impôts sur le revenu reportés de \$311,000.

### 5— Engagements

Les engagements en vertu des baux sont de \$17,902,000 jusqu'à leurs échéances et de \$5,058,000 pour les cinq prochains exercices.

Les engagements pour prêts hypothécaires non déboursés sont de \$23,884,000.

### 6— Date d'approbation des états financiers

Le Conseil d'administration de la compagnie a approuvé les états financiers en date du 8 février 1979.

### 7— Chiffres comparatifs

Les chiffres de l'exercice terminé le 31 décembre 1977 présentés pour fins de comparaison, proviennent d'états financiers examinés par d'autres vérificateurs. De plus, certains postes du bilan au 31 décembre 1977 ont été reclassés afin de les rendre comparables à ceux du 31 décembre 1978.



# Échéancier des placements Fonds garanti

au 31 décembre 1978

	\$ millions	<b>Total</b>	1979	1980	1981	1982	1983	1984 et +
Encaisse et dépôts à court terme		<b>13,108</b>	13,108					
Obligations:								
– gouvernements fédéral et provincial		<b>29,779</b>	547	1,776	1,322	6,596	950	18,588
– municipalités et commissions scolaires		<b>11,807</b>	1,595	1,070	1,407	4,668	2,515	552
– corporations		<b>5,446</b>	1,574	613	699	926	163	1,471
Actions		<b>88</b>	88					
Prêts hypothécaires		<b>244,377</b>	13,135	19,055	45,372	80,023	80,313	6,479
Prêts sur nantissements		<b>2,200</b>	2,200					
Prêts sur billets		<b>21,859</b>	21,859					
Intérêts courus		<b>3,936</b>	3,936					
Autres actifs		<b>278</b>	278					
<b>Total</b>		<b>332,878</b>	<b>58,320</b>	<b>22,514</b>	<b>48,800</b>	<b>92,213</b>	<b>83,941</b>	<b>27,090</b>

# Échéancier des dépôts Fonds garanti

au 31 décembre 1978

	\$ millions	<b>Total</b>	1979	1980	1981	1982	1983	1984 et +
Dépôts à demande		<b>6,716</b>	6,716					
Dépôts à terme		<b>316,013</b>	52,820	51,498	75,802	64,535	61,358	10,000
Intérêts courus et autres		<b>10,149</b>	10,149					
<b>Total des dépôts</b>		<b>332,878</b>	<b>69,685</b>	<b>51,498</b>	<b>75,802</b>	<b>64,535</b>	<b>61,358</b>	<b>10,000</b>



# Revue de cinq ans

Résultats de l'exercice terminé le 31 décembre

	\$ millions	1978	1977	1976	1975	1974
<b>Revenus</b>						
Honoraires et commissions		5.6	5.3	4.2	3.2	2.9
Commissions nettes de courtage immobilier		2.0	1.6	1.4	1.6	1.8
Revenus nets de placements		3.7	3.3	2.3	1.5	0.7
		<b>11.3</b>	10.2	7.9	6.3	5.4
<b>Dépenses</b>						
Salaires et bénéfices		5.7	4.9	3.9	3.3	3.2
Autres dépenses d'opération		4.9	4.3	3.0	2.4	2.4
		<b>10.6</b>	9.2	6.9	5.7	5.6
Bénéfice (perte) d'exploitation avant le poste suivant		<b>0.7</b>	1.0	1.0	0.6	(0.2)
Perte sur réalisation de placements, impôts et autres		<b>(0.3)</b>	(0.3)	(0.3)	(0.1)	—
Bénéfice (perte) net(te) de l'exercice		<b>0.4</b>	0.7	0.7	0.5	(0.2)

## Points saillants

au 31 décembre

	\$ millions	1978	1977	1976	1975	1974
Hypothèques détenues		325	311	267	222	213
Fonds Desjardins		74	63	58	54	48
Gestion de portefeuilles		206	176	159	145	137
Valeurs en garde		1825	1023	815	676	535
Ventes d'immeubles (courtage)		127	107	85	78	93
Fiduciaire d'émissions d'obligations		3943	2671	1967	1258	672



# Services de la Fiducie du Québec

## **Services fiduciaires**

- Fiduciaire et registraire d'émissions d'obligations
- Agent de transfert et registraire
- Agent payeur de dividendes et d'intérêts sur obligations
- Gestionnaire de fonds d'amortissement
- Dépositaire et agent d'entiercement
- Fiduciaire de régime enregistré d'épargne-retraite
- Fiduciaire de régime enregistré d'épargne-logement
- Fiduciaire pour plan de participation différée aux bénéfices
- Exécuteur testamentaire et fiduciaire

## **Services financiers et de placement**

- Dépôts à terme (Fonds garanti)
- Rentes à versements invariables
- Plans d'épargne-retraite
- Plans d'épargne-logement
- Plans de participation différée aux bénéfices
- Plans d'épargne collectifs
- Fonds d'hypothèques
- Fonds d'obligations
- Fonds d'actions
- Prêts hypothécaires
- Investissements hypothécaires
- Courtage hypothécaire
- Gestion de portefeuilles
- Gestion de caisses de retraite
- Conseiller financier
- Garde de valeurs

## **Services immobiliers**

- Courtage résidentiel: achat, vente, échange
- Courtage industriel
- Courtage location



# Bureaux de la Fiducie du Québec

<p><b>Siège social</b></p> <p><b>Montréal</b> 1, Complexe Desjardins Bureau 1422, Case postale 34 Succursale Place Desjardins Montréal H5B 1E4 (514) 281-8833</p>	<p><b>Beloeil</b> 288, boulevard Sir Wilfrid Laurier Beloeil J3G 4G7 (514) 467-1211</p> <p><b>Chicoutimi</b> 1, Place du Royaume Boulevard Talbot Chicoutimi G7H 1S4 (418) 549-5746</p> <p><b>Granby</b> 398, rue Principale Granby J2G 2W6 (514) 378-8461</p> <p><b>Joliette</b> 1075, boulevard Firestone Les Galeries Joliette Joliette J6E 6X6 (514) 759-1477</p>	<p><b>LaSalle</b> 1517, rue Dollard LaSalle H8N 1T3 (514) 363-4000</p> <p><b>Laurentides</b> 1981, boulevard Sainte-Adèle Sainte-Adèle J0R 1L0 (514) 229-3581</p> <p><b>Laval</b> Centre 2000 3195 ouest, boulevard Saint-Martin Chomedey, Laval H7T 1A3 (514) 337-4641</p> <p><b>Longueuil</b> 460 ouest, rue Saint-Charles Longueuil J4H 1G4 (514) 679-1110</p> <p><b>Longueuil</b> 1509, rue Sainte-Hélène Longueuil J4K 3S8 (514) 670-1002</p> <p><b>Montréal (Centre)</b> 1513 est, rue Fleury Montréal H2C 1S5 (514) 382-8000</p> <p><b>Montréal (Ouest)</b> 5005 ouest, rue Jean-Talon Montréal H4P 1W7 (514) 735-6381</p> <p><b>Montréal (Est)</b> 8001, boulevard Les Galeries d'Anjou Bureau 231 Ville d'Anjou H1M 1W9 (514) 353-9942</p>	<p><b>Québec</b> 2600, boulevard Laurier Sainte-Foy G1V 2L1 (418) 653-9270</p> <p><b>St-Hyacinthe</b> Galeries St-Hyacinthe 3100, boulevard Laframboise Bureau 203 St-Hyacinthe J2S 4Z4 (514) 773-2223</p> <p><b>Sherbrooke</b> 2630 ouest, rue King Sherbrooke J1J 2H1 (819) 565-8181</p> <p><b>Trois-Rivières</b> 1458, rue des Cyprés Trois-Rivières G8Y 4S3 (819) 375-1601</p>
---	---	---	--







**desjardins**



mouvement  
des caisses populaires  
desjardins

